Extrait du El Correo

http://elcorreo.eu.org/L-interview-sur-le-Venezuela-qui-n-a-jamais-ete-publiee

L'interview sur le Venezuela qui n'a jamais été publiée

- Les Cousins - Venezuela -

Date de mise en ligne : jeudi 21 mars 2019

Description:

L'interview sur le Venezuela qui n'a jamais été publiée - Jorge Majfud

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Copyright © El Correo Page 1/4

Jorge Majfud : comment évaluez vous la situation grave que le Venezuela vit aujourd'hui ?

J.M.: Comme grave...

Peut-il y avoir une plus grande démonstration de cruauté que l'incendie de l'aide humanitaire de la part du régime de Nicolás Maduro ?

C'est ce qu'ont dit les médias et les hommes politiques de la droite étasunienne et latinoaméricaine. Il y a des versions toutes faites sur ce fait. Une investigation est encore nécessaire. Regardez, au lieu de consommer les contes de Disney du sénateur Merco Rubio, ce ne serait pas une mauvaise idée écouter ce qu'un autre homme politique a à dire, un républicain mais beaucoup plus intelligent et mieux informé, comme l'est Ron Paul. [1]

Mais vous seriez d'accord pour dire que le régime chavista est une calamité qui a plongé le Venezuela dans la misère.

Le problème du Venezuela n'est pas seulement Nicolas Maduro. Si les gars de Miami réussissaient finalement à l'assassiner, et que l'opposition prenait le gouvernement, le Venezuela continuerait avec de graves problèmes, bien que les États-Unis et la grande presse lui donnent un grand soulagement économique. Un autre problème qui empêchera une solution raisonnable dans un délai moyen est la haine politique qu'on distille à une grande partie de la population. Si Maduro est autoritaire, l'opposition a donné des signes répétés d'intolérance depuis le coup d'État de 2002.

Mais ce fut le régime chaviste qui a détruit le pays, non l'opposition.

Chávez n'est pas arrivé au pouvoir par un coup d'État, bien qu'il avait essayé de le faiere en 1992, mais à cause de « la situation du pays », surtout du pays d'en bas. Au-delà du fait que personnellement les leaders personnalistes, comme Perón ou comme Chávez (je l'ai dit et publié depuis des décennies déjà) ne m'ont pas plu, l'insistance médiatique à les appeler « dictateurs » ne tient pas : les deux ont été présidents à la suite d'un vote du peuple et ils ont souffert de coups militaires de l'oligarchie enkystée sur le vrai pouvoir social. Quand ils défendent les intérêts du grand capital, les dictateurs ne sont pas nommés dictateurs par la grande presse et les propriétaires du monde. Pendant presque tout le XXe siècle le Venezuela a vécu sur le pétrole et sous des dictatures ou avec une démocratie formelle, mais avec des crises sociales terribles, comme celle qui a fini par le Caracazo, le massacre de centaines de Vénézuéliens en 1989, une décennie après le boom du pétrole. Par alors le gouvernement des États-Unis est sorti pour sauver l'un de ses présidents favoris, Carlos Andrés Pérez avec une autre pluie de dollars, et pas avec des sanctions économiques, ni en appuyant l'opposition qui a participé aux protestations.

Mais les hommes politiques de gauche ont été toujours perpétués au pouvoir

Ici en Floride existe la risible mais compréhensible croyance universelle que l'Amérique Latine a été une mer de dictatures communistes. Les présidents de gauche ont été une minorité infime dans la longue tradition latinoaméricaine de despotes de droite, de dictatures de type nazi et agressivement pro capitalistes. Certes, quand les rares leaders de gauche sont arrivés au pouvoir, ils ont souvent continué avec cette culture malade du continent (qu'ils ont pas inventé) qui a promu la corruption au bénéfice des mêmes élites habituelles. C'est le côté négatif que je vois chez Evo Morales et Daniel Ortega. Certes, dans les années 80 le Nicaragua a été poursuivi par des groupes terroristes appelés « *lutteurs pour la liberté* » et financés par Washington avec de l'argent sale de l'Iran, par intermédiaire d'Israël. Demandez au responsable de la stratégie pour le Venezuela, Elliott Abrams, qui en sait

Copyright © El Correo Page 2/4

L'interview sur le Venezuela qui n'a jamais été publiée

beaucoup sur ce sujet parce qu'il est un ex-condamné.

Dans le cas de la Bolivie, aujourd'hui personne ne parle de la croissance régulière de 4% par an de son économie. Et si Franklin Roosevelt a été président des États-Unis durant quatre mandat et de même pour Merkel en Allemagne ou Netanyahu en Israël, cela est bien. On ne peut pas critiquer ceux-ci...

Les boliviens qui viennent de là-bas et qui connaissent la réalité de leur pays savent qu'Evo est un dictateur

« ... ceux qui viennent de là-bas ». Aucun Etasunien ne voyagerait par le monde en disant qu'il sait ce que dit de son président Trump « parce qu'il vit aux États-Unis ». Ce sont des arguments qui révèlent immédiatement le niveau intellectuel de la discussion. Chaque Latinoaméricain qui voyage par monde se croit autorisé à « parler de la réalité » de son pays avec cet argument ingénu et typique « je sais ce que je dis parce que je l'ai vécu », comme s'il n'y avait pas des millions de gens qui ont vécu et vivent les mêmes faits et pensent radicalement différemment. Comme disait un fonctionnaire des Etats-Unis de l'ambassade de la République Dominicaine à l'époque du dictateur Trujillo [30 ans au pouvoir.NDLT] : « tous nos rapports sur ce pays sont basés sur ce que disent les Dominicains qui portent des costumes et parlent l'anglais ». Il en a toujours été ainsi. Ils sont nombreux les « champions de la démocratie » qui partent de leur pays parce qu'on ne leur permet pas de s'exprimer librement, ils arrivent ici et à peine ils écoutent un opinion différente à la leur, ils te disent d'aller dans ce pays pour maintenir leur cohérence. Ils n'ont jamais compris ce qui est cela d'une « démocratie ».

Pourquoi toujours accuser les États-Unis ? N'y a-t-il pas assez de preuves que le socialisme n'a jamais fonctionné nulle part ?

Indépendamment de son idéologie, si un pays n'est pas aligné sur la volonté de la superpuissance, il va toujours échouer, au moins dans le domaine de l'économie. Personne ne dit que la Chine ou le Viêt-Nam sont les preuves que le communisme ne fonctionne pas. La Chine a le pire record sur les droits de l'homme, mais son régime communiste protège les capitaux et c'est suffisant pour ne pas essayer de détruire son économie avec un blocus du style de celui de Cuba. De même pour des terribles régimes comme celui de l'Arabie Saoudite. Maintenant même la Corée du Nord a des « relations amoureuses » avec le gouvernement des États-Unis d'Amérique.

Imaginez-vous une manifestation publique d'un adversaire dans un de ces pays amis ? Non, mais on impose des sanctions économiques au Venezuela, on lui bloque la vente de sa principale ressource, le pétrole, et on lui interdit de retirer ses propres économies d'une banque de Londres. Sur les seules trois dernières années ces sanctions ont pris à ce pays, non à Maduro, 8 milliards au moment même où on essaie d'introduire une « aide humanitaire » de force de quelques dizaines de millions. Ce type d'hypocrisie est une vieille tradition.

Tous les présidents démocratiquement élus comme <u>Mosaddegh</u>en Iran, Arbenz au Guatemala, <u>Lumumba</u> au Congo ou <u>Allende</u> au Chili ont été économiquement étranglés pour générer du désespoir chez leurs peuples (ce n'est pas une simple opinion personnelle ; cela a été dûment confirmé par des documents déclassés des superpuissances). Tous ont été vaincus et remplacés par de cruelles dictatures militaires qui ont protégé les ressources que les grandes compagnies internationales exploitaient dans ces pays. Voulez-vous plus de détails ?

Toutes ces « brutales dictatures amies » et d'autres qui ont séquestrées, violé et assassiné des centaines de milliers de personnes ont reçu comme prix des aides multimillionnaires du gouvernement des Etats-Unis. Ainsi n'importe qui démontre que « le socialisme ne fonctionne pas ». Mais malgré les aides financières, narratives et géopolitiques, la majorité de ces « modèles » de pays capitalistes ont échoué avec fracas.

Récemment l'Argentine a recommencé à mettre en application un modèle de capitalisme sauvage et se retrouve

Copyright © El Correo Page 3/4

L'interview sur le Venezuela qui n'a jamais été publiée

au bord du gouffre comme dans la grande crise de 2001. Mais le FMI est parti sauver gouvernement Macri avec 30 milliards de dollars et le modèle continue d'échouer.

Pourquoi autant de pays d'Amérique centrale, plus capitalistes que les États-Unis, sont aussi des modèles d'échec économique et social ? Qu'en est il du racisme et de la violence brutale au Brésil ? Qu'en est-il des centaines de leaders sociaux exécutés en Colombie ces dernières années ? Qu'en est il des grandes entreprises, étasuniennes, qui ont financé des groupes terroristes dans ce pays et qui comme punition ont payé une compensation économique au gouvernement des États-Unis, non aux victimes ? Pourquoi la Colombie, le plus grand producteur de cocaïne au monde, est le pays avec plus de bases militaires du plus grand consommateur de drogue du monde, mais on accuse ses voisins de « narco-états » ? Pourquoi n'y a-t-il pas autant d'articles et des entretiens sur le désastre d'Haïti ... ?

Mais oui, bien sûr les États-Unis ont une part gigantesque de responsabilité dans la destruction de l'économie vénézuélienne comme dans celle de Cuba. Ce la fait partie d'une vieille stratégie que les peuples oublient facilement ou ignorent tout simplement. Personnellement, je voudrais voir Maduro partir du pouvoir. Mais alors ? les propriétaires du monde feraient-ils de même ? Une question rhétorique qui n'a pas besoin d'une réponse, lamentablement.

Jorge Majfud*

Majfud.org, février 2019

* Jorge Majfud est Uruguayen, écrivain, architecte, docteur en philosophie pour l'Université de Géorgie et professeur de Littérature latinoaméricaine et de Pensée Hispanique dans la Jacksonville University, aux États-Unis d'Amérique. College of Arts and Sciences, Division of Humanities. Il est auteur des romans « La reina de lAmérica » (2001), « La ciudad de la Luna » (2009) et « Crise » (2012), entre d'autres livres de fiction et d'essai.

Traduit de l'espagnol pour *El Correo de la Diaspora*para : Estelle et Carlos Debiasi

El Correo de la Diaspora. Paris, le 21 mars 2019

[Contrat Creative Commons]

Cette création par http://www.elcorreo.eu.org est mise à disposition selon les termes de la licence Creative
Commons Paternité - Pas d' Utilisation Commerciale - Pas de Modification 3.0 Unported. Basée sur une oeuvre de www.elcorreo.eu.org.

[1] Une investigation récente du *New York Times* a prouvé que l'incendie de camions avec de l'aide humanitaire a découlé d'une bombe molotov des manifestants anti Maduro du côté colombien de la frontière.

Copyright © El Correo Page 4/4